



CAMPAGNE "LAIT : L'EUROPE EST VACHE AVEC L'AFRIQUE"

Plus de 46 000 signatures contre la faim et pour la défense de l'agriculture familiale africaine

Au Nord comme au Sud, le lait ne fait plus recette.

En France comme dans d'autres pays de l'Union européenne, un nombre croissant d'éleveurs n'arrivent plus à vivre de leur travail. En Afrique, les agriculteurs sont peu aidés par leurs gouvernements et de moins en moins protégés face aux importations. Or ces dernières bénéficient parfois de fortes subventions de la part des pays riches, comme le montre l'exemple du lait.

Nous constatons que l'Europe est triplement vache avec l'Afrique :

- dans le cadre des négociations d'Accords de partenariat économique (APE), elle pousse l'Afrique à éliminer les quelques protections douanières dont bénéficient encore son agriculture ;
- elle réduit la part de son aide au développement consacrée à l'agriculture ;
- elle subventionne ses exportations de lait et concurrence ainsi de manière déloyale les producteurs africains.

C'est pourquoi le Collectif ALIMENTERRE, qui réunit le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) ainsi que SOS Faim Belgique et Luxembourg, a lancé la campagne "Lait : l'Europe est vache avec l'Afrique", en octobre 2006. Il demande le respect du principe de souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des Etats à protéger leurs marchés et à soutenir leur agriculture, une hausse de la part de l'aide au développement consacrée à ce secteur, la mise en place de mesures de maîtrise de l'offre.

En 4 mois, plus de 46 000 personnes ont signé notre pétition. Cette mobilisation renforce les actions menées par la société civile africaine. Au Niger, par exemple, l'association d'éleveurs APEL-ZP a réuni près de 10 000 signatures.

5 ET 6 MARS : REMISE DES PÉTITIONS AUX REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

A l'occasion de la clôture de la campagne, une délégation internationale du collectif ALIMENTERRE se rendra à Paris. Elle sera composée de **M. IDRISSE SABIT**, responsable de l'APEL-ZP, **M. PIOTR DABROWSKI**, ancien porte parole de la branche paysanne du syndicat Solidarnosc et ancien vice ministre de l'agriculture polonais, **M. STÉPHANE HESSEL**, président d'honneur du CFSI, ambassadeur de France, **M. YVES BERTHELOT**, président du CFSI, ancien secrétaire général adjoint de la CNUCED ainsi que des représentants de SOS Faim Belgique et Luxembourg. Notre délégation a demandé à rencontrer les ministres de la coopération, de l'agriculture et du commerce extérieur afin de leur remettre les pétitions et leur demander de s'engager concrètement à défendre le principe de la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation.

Cette tournée coïncide avec le salon de l'agriculture, un évènement dont se saisissent les responsables politiques pour s'exprimer sur ce thème. Nous veillerons à ce que la défense des paysans africains ne soit pas oubliée. C'est la clé pour combattre la pauvreté et la faim dont 80 % des victimes sont des ruraux.

Les membres de la délégation se tiennent à votre disposition pour des interviews.



Contact médias

Sarah Pomeranz : 01 44 83 63 49 ou plaidoyer@cfsi.asso.fr

Standard : 01 44 83 88 50

**LAIT:
L'EUROPÉ EST VACHE
AVEC L'AFRIQUE**



**LES 5 ET 6 MARS,
CLÔTURE DE LA CAMPAGNE :
PLUS DE 46 000 CITOYENS
S'ENGAGENT CONTRE LA FAIM
ET POUR L'AGRICULTURE
FAMILIALE EN AFRIQUE**

**6 MILLIONS D'ENFANTS
MEURENT DE FAIM
CHAQUE ANNÉE.**

80 % des victimes de la faim
vivent dans les campagnes et
sont censées nourrir leur famille
et les populations urbaines

**CHAQUE JOUR LA FAIM TUE
25 000 PERSONNES.**

854 millions de personnes
souffrent de la faim dans le
monde aujourd'hui, elles
étaient 780 millions en 1995.

Plus de 10 ans après la création
de l'Organisation mondiale du
commerce un constat s'impose :
le libre échange progresse, la faim
aussi. Si le commerce international
peut contribuer au développement
des pays du Sud, le libre-échange
n'est pas une potion magique
capable d'éradiquer la faim et la
pauvreté. Les droits de l'homme
doivent primer sur les règles du
commerce international.

Les difficultés rencontrées par les filières laitières africaines sont un exemple parmi
d'autres de ce mal développement agricole mondial. En soutenant la campagne
" Lait, l'Europe est vache avec l'Afrique " plus de 46 000 personnes se sont engagées
en faveur des éleveurs et plus largement des agriculteurs familiaux pour que l'Europe
leur permette de combattre la faim et la pauvreté.

L'agriculture "pourrait nourrir 12 milliards d'individus
sans difficulté. Pour le dire autrement : tout enfant qui
meurt actuellement de faim est, en réalité, assassiné."
JEAN ZIEGLER, RAPPORTEUR AUPRÈS DE L'O.N.U. SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION.

**Comité Français pour la Solidarité Internationale - Contact : Sarah Pomeranz
32 rue Le Peletier - 75009 Paris - Tél. : 01 44 83 63 49 - Fax : 01 44 83 88 79**



**COLLECTIF
ALIMENTTERRE**



www.cfsi.asso.fr

www.sosfaim.org



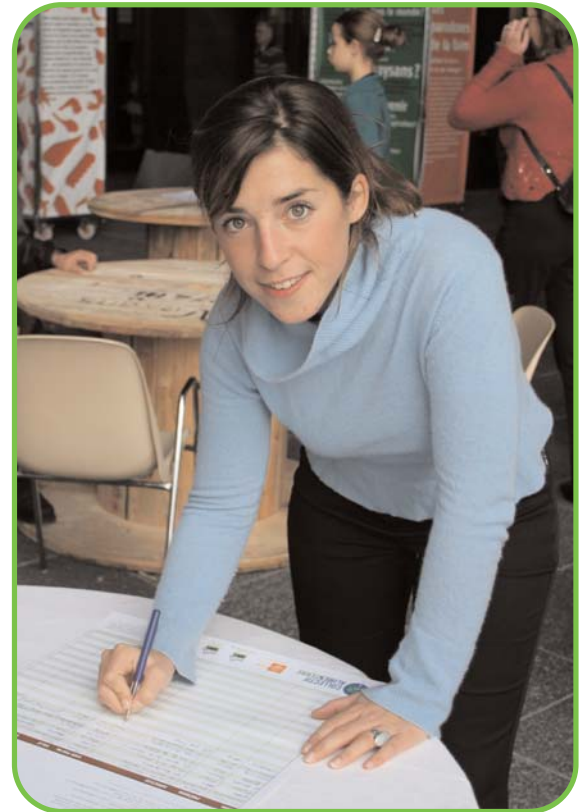
ALIMENTERRE UNE CAMPAGNE POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

46 000 CITOYENS SIGNENT LA PÉTITION DEMANDANT À L'EUROPE DE CESSER D'ÊTRE VACHE AVEC L'AFRIQUE...

VACHE car, du fait des soutiens reçus, le lait européen arrive sur les marchés africains à un prix inférieur au lait local.

VACHE car l'Europe pousse à une ouverture toujours plus grande des marchés des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans les différentes négociations commerciales en cours, dont celle des Accords de partenariat économique (APE).

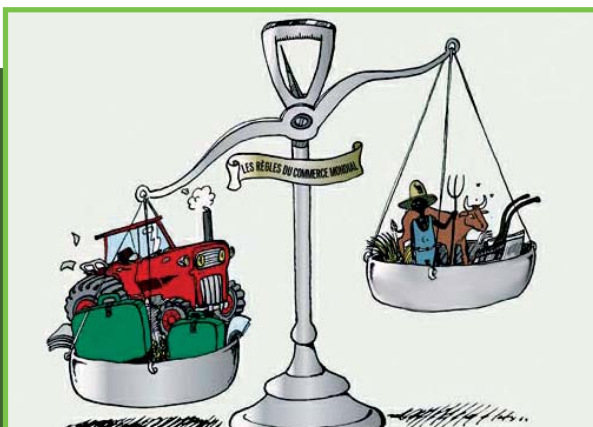
VACHE car la part de l'aide consacrée à l'agriculture chute drastiquement alors que l'histoire nous a appris que l'agriculture pouvait être un formidable levier de développement.



... POUR QUE LES APE, EN COURS DE NÉGOCIATION SOIENT VÉRITABLEMENT AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT.

La coopération entre l'Union européenne et les pays ACP est définie dans le cadre d'accords (Accords de Lomé avant 2000, accord de Cotonou depuis 2000). Avec l'accord de Cotonou, en matière commerciale, tout change ! Jusqu'alors la majorité des produits ACP pouvait entrer librement sur le marché européen, alors que les pays ACP appliquaient aux importations européennes le même traitement qu'aux importations des autres pays du monde. A partir du 1er janvier 2008, si le calendrier de négociation des APE est respecté, les ACP devront ouvrir leurs marchés aux produits européens pour continuer à bénéficier d'un accès préférentiel au marché européen. Il s'agit donc de créer des zones de libre échange entre l'Union européenne et les ACP.

Tels qu'ils sont actuellement négociés, les APE risquent d'avoir des conséquences catastrophiques sur les pays ACP et, en particulier, sur les populations les plus pauvres, si le volet commercial ne permet pas aux pays partenaires de protéger leurs paysans contre les importations de produits alimentaires à bas prix. C'est pourquoi nous demandons aux APE de respecter le principe de souveraineté alimentaire.



"LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES DE BIENS AGRICOLES MET EN CONCURRENCE UN MILLIARD D'AGRICULTEURS FAMILIAUX DU SUD, QUI TRAVAILLENT DE LEURS MAINS UN PETIT LOPIN DE TERRE, AVEC 30 MILLIONS DE PAYSANS DES PAYS RICHES DOTÉS D'UN TRACTEUR AU MOINS"

JEAN-LOUIS VIELAJUS, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU CFSI



LA SOCIÉTÉ CIVILE SE MOBILISE POUR DÉFENDRE LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

AU NIGER

Le lait a une grande importance dans les habitudes alimentaires nigériennes. Cependant, malgré la présence de bon nombre d'éleveurs au Nord du pays, le lait consommé est souvent issu de la poudre de lait importée. Née suite aux accords de paix entre le gouvernement du Niger et l'ex-rébellion touareg, l'APEL-ZP, organisation d'éleveurs, veut contribuer à la promotion de l'élevage et au renforcement des capacités d'organisation des éleveurs. Cette année l'APEL-ZP a décidé de relayer la pétition du collectif ALIMENTERRE. Elle a collecté près de 10 000 signatures pour que l'Europe soit moins vache avec les éleveurs. Consciente que l'ensemble de ces difficultés ne saurait être imputable à l'Europe, l'APEL-ZP veut continuer de se mobiliser pour demander à son gouvernement de mener de véritables politiques de soutien aux éleveurs. L'APEL-ZP souhaite que les organisations africaines de producteurs participent aux instances régionales ouest-africaines pour mieux faire entendre leur voix auprès des dirigeants politiques.

EN BELGIQUE, EN FRANCE ET AU LUXEMBOURG

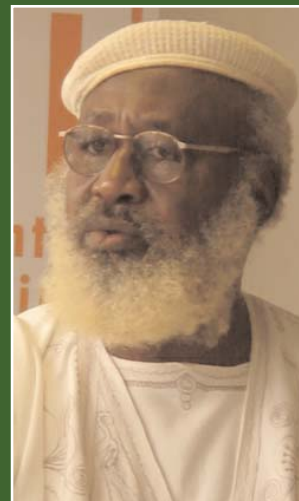
Plus de 30 000 personnes ont signé la pétition "Lait, l'Europe est vache avec l'Afrique" pour demander à l'Union européenne ainsi qu'aux gouvernements français, belge et luxembourgeois :

- la suppression des aides directes et indirectes à l'exportation des produits agricoles ainsi que l'élimination des excédents par la mise en place de **mesures de maîtrise de l'offre** ;
- la reconnaissance et le respect de la souveraineté alimentaire, incluant notamment le **droit à la protection de l'agriculture** ;
- une augmentation de l'aide de l'Union européenne et des Etats membres en faveur de l'agriculture des pays ACP. L'aide à l'agriculture ne doit pas se contenter d'être plus importante, elle doit, évidemment, aussi être de **meilleure qualité**.



"DANS MON PAYS, NOUS VIVONS UN PARADOXE. NOUS POSSÉDONS LE PLUS GRAND CHEPTEL DE L'OUEST DE L'AFRIQUE AVEC PLUS DE 7 MILLIONS DE BOVINS POUR 11 MILLIONS D'HABITANTS. MALHEUREUSEMENT, LA POLITIQUE DE PRODUCTION DE LAIT N'EST PAS ASSEZ ÉLABORÉE ET NOUS DEVONS IMPORTER D'EUROPE DU LAIT, ESSENTIEL À LA VIE."

MODIBO DIARRA, PRÉSIDENT D'UNE ORGANISATION D'ÉLEVEURS MALIENS





5 ET 6 MARS 2007 - REMISE DES PÉTITIONS AUX MINISTRES FRANÇAIS DE LA COOPÉRATION, DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Les 46 000 signatures, collectées par les membres du collectif **ALIMENTERRE** (CFSI, SOS Faim Belgique et Luxembourg) et leurs partenaires, vont être remises aux représentants du gouvernement français les 5 et 6 mars par une délégation internationale de partenaires de la campagne. Celle-ci sera composée de :

M IDRISSA SABIT, responsable de l'APEL-ZP, association d'éleveurs du Niger et figure de la société civile nigérienne ;

M. PIOTR DABROWSKI, ancien porte parole de la branche paysanne du syndicat Solidarnosc et ancien vice ministre de l'agriculture polonais ;

M. STÉPHANE HESSEL, président d'honneur du CFSI, ambassadeur de France ;

M. YVES BERTHELOT, président du CFSI, ancien secrétaire général adjoint de la CNUCED ;

et les représentants du collectif européen **ALIMENTERRE**.

LE CFSI, CHEF DE FILE DU COLLECTIF ALIMENTERRE

ONG de développement, regroupant 25 organisations membres engagées dans des actions de solidarité internationale, le CFSI s'est donné pour priorité de lutter durablement contre la faim, la pauvreté et les inégalités. Le CFSI s'est fixé comme principe d'agir dans la durée en Afrique, en Amérique latine et en Asie, par des projets de développement qui appuient des initiatives d'organisations locales afin d'améliorer la situation des populations pauvres.

Le CFSI complète son engagement international par une action en France et en Europe : il informe l'opinion publique sur les causes de la faim et de la pauvreté et la mobilise pour faire évoluer les politiques publiques en France et en Europe. Ces actions sont centrées autour de 3 secteurs prioritaires d'intervention : soutenir l'agriculture familiale comme rempart contre la faim ; développer l'économie sociale et solidaire comme rempart contre la pauvreté, aider les organisations locales à participer pleinement au développement.

CONTRE LA FAIM ET LA PAUVRETÉ
DÉFENDONS L'AGRICULTURE FAMILIALE

www.cfsi.asso.fr

